



Déclaration Du SNUIPP-FSU

CAPD du 19 octobre 2009

Encore une fois, seules les contraintes budgétaires liées à des choix idéologiques guident les mesures prises pour la formation continue et vont aboutir dès l'année prochaine à la disparition de celle-ci, ce que nous n'avons eu de cesse de dénoncer depuis plusieurs années.

Et comme si cela ne suffisait pas, vous permettez cette année dans le département que le barème, seul garant de l'équité de traitement des collègues ne soit plus respecté.

Pensez-vous vraiment Monsieur l'Inspecteur d'Académie qu'une Ecole où les enseignants n'ont plus de formation initiale puisque tel en sera le cas avec la « masterisation », qu'une Ecole où les enseignants n'ont plus de formation continue, peut être une école qui répond à l'ambition de la réussite de tous les élèves ?

Au SNUIPP, nous pensons que de tels choix sont faits pour mieux démanteler l'Ecole Publique, la discréditer aux yeux des parents et de l'opinion.

Qui sont les victimes d'une telle politique au bout du compte ?

Tous les élèves, mais plus particulièrement les élèves en difficulté, qui sont malheureusement pour la plupart des enfants de milieux défavorisés ainsi que les enseignants qui n'ont plus les moyens de pratiquer leur métier sereinement.

Mais de quoi se plaint-on ? Ces enfants bénéficient de dispositifs hors temps scolaires (accompagnement éducatif, coup de pouce...). Cependant, encore une fois les moyens ne suivent pas les effets d'annonce puisque l'avenir de ces dispositifs est suspendu à un budget aléatoire.

D'ailleurs qu'en est-il de celui concernant l'accompagnement éducatif dans notre département ?

Parlons aussi de l'aide personnalisée pour laquelle aucun bilan qualitatif n'a été fait. En revanche il est clair que l'amputation de deux heures d'enseignement avec des programmes alourdis est préjudiciable à tous les élèves.

Tout cela est plus qu'inquiétant, et participe d'un climat dégradé dans les écoles sur fond d'autoritarisme grandissant dans le Loiret. En effet, « Manager » à la manière d'un DRH, en oubliant que l'Ecole n'est pas une entreprise mais encore un service public, c'est alimenter une souffrance de plus en plus exprimée par nombre de collègues. Quel est le but recherché de cette gestion « à la hache » ?

Certainement pas l'intérêt général de l'Ecole.